

## CONJONCTURE ECONOMIQUE Septembre 2023

La persistance de la sécheresse pour la quatrième année consécutive et le ralentissement de l'économie mondiale ont marqué les réalisations des huit premiers mois avec notamment une croissance limitée du PIB, la poursuite de la baisse de l'investissement et une augmentation du chômage. L'équilibre de la balance des paiements enregistre une certaine détente sous l'effet de l'amélioration de la situation de la balance commerciale et la forte augmentation des recettes touristiques mais aux prix du ralentissement de la croissance et de la baisse de l'investissement. Le budget de l'Etat a connu une amélioration temporaire puisque l'équilibre du Budget du budget pour l'ensemble de l'année 2023 a nécessité l'adoption d'une Loi des Finances Rectificative. Les difficultés de mobilisation des ressources extérieures constituent enfin un foyer de préoccupation pour le financement de la balance des paiements et du budget de l'Etat eu égard au niveau élevé atteint par l'endettement.

Les développements qui suivent explicitent ces évolutions au niveau des différents agrégats.

### 1. La production : Une croissance limitée sous l'effet du ralentissement de l'économie mondiale mais aussi de facteurs endogènes

Les estimations préliminaires des comptes nationaux trimestriels montrent un repli de la croissance du produit intérieur brut en volume de -0,2 % au cours du troisième trimestre de l'année en cours par rapport au même trimestre de 2022. En termes de variations trimestrielles, par rapport au deuxième trimestre de 2023, le PIB en volume a augmenté légèrement de +0,1 %, alors qu'il avait baissé de -1,1 % en variation trimestrielle au cours du trimestre précédent.

Au total, compte tenu de cette évolution, la croissance du PIB en volume sur l'ensemble des neuf premiers mois 2023 se situerait à +0,7%.

Croissance du PIB en%	2022				2023		
	I	II	III	IV	I	II	III
Glissement annuel	2.5	2.8	3.4	1.8	1.8	0.6	-0.2
Variation trimestrielle	0.5	0.1	0.9	0.3	0.5	-1.1	0.1

Dans ce contexte, la demande intérieure en volume a marqué un fléchissement de -0,4% et en affichant une contribution négative de 0,4 points de pourcentage à la croissance économique du troisième trimestre (-0,2). Tandis que le solde des échanges extérieurs a contribué positivement à hauteur de 0,2 points, du fait de la hausse du volume des exportations de biens et services de (8,6%), qui a dépassé légèrement celle des importations (6,8%).

Cette évolution du PIB s'explique notamment par la consolidation du rythme de croissance du secteur du tourisme (10.8), la résilience du secteur des industries mécaniques et électriques (5.6%), à l'effet du fléchissement de l'activité observé dans la zone Euro, contrairement au secteur du textile, habillement et cuir dont la baisse de la valeur ajoutée s'accroît de 5.7%. En revanche beaucoup d'autres secteurs enregistrent une croissance négative élevée tels que l'agriculture et la pêche (-16.5%), le raffinage de pétrole (-41.5%), l'extraction des produits miniers (-15.0%) et la construction (-5.1%).

La croissance continue à se situer sur un sentier faible qui s'explique certes par des facteurs conjoncturels, internes et externes (ralentissement de la croissance mondiale, sécheresse.) mais

aussi par des facteurs structurels dont notamment la baisse de la croissance potentielle résultant du niveau faible de l'investissement. Etant rappelé que le PIB a enregistré une baisse de la croissance de 0.6% en moyenne par an depuis la pandémie (2019-2022)

Pour l'ensemble de l'année 2023, la croissance est révisée, dans le cadre du projet du Budget Economique 2024, à 0.9% contre 1.8 % initialement prévu. Toutefois compte tenu de l'évolution du PIB des neuf premiers mois, ce niveau semble difficile à atteindre.

## 2. Le marché de l'emploi : Le taux de chômage augmente légèrement

Au troisième trimestre de 2023 la population active s'inscrit en baisse, s'établissant à 4032,2 mille individus contre 4188.2 mille au troisième trimestre de l'année 2022, soit une diminution de 156 mille individus. Les demandeurs d'emploi sont de plus en plus découragés par les perspectives d'emplois.

Le nombre des occupés recule à 3394,1 mille au troisième trimestre de l'année 2023 contre 3 511.2 au troisième trimestre de 2022, soit une baisse de 117.1 mille.

Cette population est répartie inégalement entre les deux sexes : 2468,3 mille hommes contre 925,6 mille femmes, soit respectivement 72,7 % et 27,3 % de la population active occupée.

Le taux de chômage a augmenté au cours du troisième trimestre pour atteindre 15,8 % contre 15,3 au troisième trimestre de 2022. Le taux de chômage des hommes a augmenté, passant de 13,2 % au troisième trimestre 2022 à 13,4 %, tandis que pour les femmes, le taux de chômage a atteint 21,7 % au cours du troisième trimestre de l'année 2023, comparé à 20.4 % au troisième trimestre 2022.

Selon l'âge le taux de chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans a augmenté au cours du troisième trimestre de l'année 2023, atteignant 39,1 % contre 37,8 % au troisième trimestre de 2022. Ce taux est de 39,3 % pour les hommes et 38,6 % pour les femmes de cette tranche d'âge au cours du troisième trimestre de l'année 2023.

Le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur augmente pour atteindre 24,6 % au troisième trimestre de l'année 2023 contre 24,3 % au troisième trimestre de 2022. Ce taux est de 14,4 % chez les hommes et de 32,9 % chez les femmes de cette catégorie.

## 3. L'investissement continue de baisser

L'investissement connaît une baisse durant les neuf premiers mois de 2023, corroborée par une faible progression de 0.1 % des importations des biens d'équipement aux prix courants correspondant, compte tenu de l'inflation, à une baisse en terme réel (le taux d'inflation annuel de l'Union Européenne est de 6.4% en juin 2023).

Cette situation est liée, entre autres, au niveau limité de la liquidité dans le secteur bancaire, en relation avec l'augmentation des emprunts bancaires de l'Etat sous forme de bons de trésor exerçant un effet d'éviction du secteur privé. Ceci en plus des niveaux élevés des taux d'intérêt en liaison avec la poursuite du resserrement de la politique monétaire pour lutter contre l'inflation.

Par ailleurs, le premier semestre a été marqué par quelques signes d'amélioration qui concernent d'abord les investissements déclarés dans le secteur industriel qui connaît une dynamique au niveau des secteurs orientés vers l'exportation et plus particulièrement le secteur des industries du textile et habillement et le secteur des industries mécaniques et électriques.

L'investissement déclaré dans le secteur industriel a atteint le montant de 1783.4 MD, contre 1603.4 MD enregistrant ainsi une augmentation de 11.2 % par rapport à la même période de 2022

Les secteurs qui ont connu des augmentations aux niveaux des investissements déclarés sont :

- Le secteur des industries agroalimentaire (+4.9%)
- Le secteur des industries des matériaux de construction, de la céramique et du verre (+17.0%)
- Le secteur des industries chimiques (+89.2%)
- Le secteur des industries du textile et de l'habillement (+37.7%)
- Le secteur des industries diverses (+14.2%)

Les investissements déclarés dans les industries totalement exportatrices ont enregistré une hausse de 11.9% et les industries dont la production est orientée vers le marché local ont enregistré une augmentation de 10.7% d'une période à une autre.

L'autre facteur favorable observé durant les cinq premiers mois se rapporte aux IDE qui augmentent de 5.2%. Etant rappelé que pour le secteur manufacturier les IDE ont progressé de 28.2 % au cours du premier trimestre de 2023.

#### **4. L'inflation : Poursuite de la détente graduelle de l'inflation mais elle continue à être élevée**

Selon les statistiques de l'INS, l'inflation est repartie à la baisse en septembre s'inscrivant à 9% (contre 9.3% en août). Ce recul de l'inflation est dû à la décélération du rythme d'augmentation des prix entre septembre et août de cette année comparé à la même période de l'année dernière. En effet, un fléchissement est observé au niveau du rythme annuel d'augmentation des prix du groupe « produits alimentaires » passant de 15,3% à 13,9% et le groupe « restaurants et hôtels » qui passe de 11,5% à 10,5%.

Sur un an, les prix des produits manufacturés augmentent de 7,9% en raison de la hausse des prix des matériaux de construction de 6,1%, des produits de l'habillement de 9,4% et des produits d'entretien courant du foyer de 8,4%.

Pour les services, l'augmentation des prix est de 6,3% sur un an, principalement expliquée par la hausse des prix des services des restaurants, cafés et hôtels de 10,5%, des services de transport public et privé de 13,1%, des services financiers de 13,3% et des services assurances de 5,1%.

Le taux d'inflation sous-jacente (hors produits alimentaires et énergie), s'est inscrit à la hausse et s'affiche à 7.4% (contre 7.2% en août). Les prix des produits libres (non encadrés) augmentent de 9,9% sur un an. Les prix des produits encadrés augmentent quant à eux de 5,7%. Les produits alimentaires libres ont connu une hausse de 15,9% contre 2,1% pour les produits alimentaires à prix encadrés.

#### **5. Les échanges commerciaux : Ralentissement du rythme de croissance des exportations et baisse des importations**

Les échanges avec l'extérieur aux prix courants durant, les neuf premiers mois de l'année 2023, se caractérisent par une augmentation des exportations de 7,5% contre 25,8% durant la même période de 2022 et par une baisse des importations de 3,7% contre une hausse de 35,5% durant la même période en 2022.

À la suite de cette évolution, le déficit commercial s'est allégé pour s'établir à un niveau de 13,979 milliards de dinars contre 19,429 milliards de dinars durant les neuf premiers mois de l'année 2022 et

le taux de couverture a gagné 8 points par rapport à la même période de l'année 2022 pour s'établir à 76.5%

1er semestre en MD	2021	2022	2023	2022/21	2023/22
Exportations	33 607.5	42 269.4	45 459.4	25.8%	7.5%
Importations	45 548.8	61 698.7	59 438.8	35.5 %	-3.7%
Déficit commercial	11 941.4	19 429.4	13 979.3		
Taux de couverture	73.8%	68.5%	76.5%		

L'augmentation observée au niveau des exportations (+7,5%) durant les neuf premiers mois de l'année 2023 concerne les exportations du secteur des industries agroalimentaires (17%), celles des textiles, habillement et cuirs (10,5%) et celles des industries mécaniques et électriques (18,3%). En revanche, les exportations du secteur de l'énergie ont baissé de 38,2% et celles des mines, phosphates et dérivés de 23,9%

Le repli observé au niveau des importations (-3,7%) provient de la baisse enregistrée au niveau des importations des produits énergétiques (-8,3%) et des matières premières et demi-produits (-6,4%). Tandis que les importations des biens d'équipement et de consommation ont augmenté modérément de 0,1 et 3,4%. Cette évolution des importations reflète notamment le ralentissement de l'activité économique et les perturbations de l'approvisionnement du marché en produits de consommation sensible.

## 6. La situation de la balance des paiements connaît une certaine détente

La réduction du déficit courant se poursuit, il s'est élevé, à fin septembre 2023, à 3460 MD contre 10 388 MD un an auparavant. Cette évolution a été soutenue par la contraction du déficit commercial (8.102 MDT contre -9.930 MDT à fin septembre 2022) d'une part, et l'amélioration des recettes touristiques et des revenus du travail, d'autre part.

Neuf mois En MD	2022	2023	2023/22
Transport	3 479.6	4 032.1	15.9%
Dont redevance gaz	1 302.8	1 672.2	28.4%
Recettes touristiques	4 098.5	5 809.8	41.8%
Revenus du travail	6 226.3	6 628.9	4.8%

Compte tenu de la baisse du déficit courant, l'équilibre général de la balance des paiements s'est soldé, durant les neuf premiers mois, par un excédent de 3798.4 MD contre un déficit de 236.6MD une année auparavant ce qui s'est traduit par une augmentation des réserves de change pour s'établir, à fin septembre 2023, à 26709 MD ou 118 jours d'importation, contre 23 663 MD fin septembre 2022 ou 111 jours d'importation

## 7. Le budget de l'Etat connaît une certaine détente temporaire mais les difficultés de mobilisation des ressources de financement extérieures se poursuivent.

Les statistiques disponibles sur l'exécution du budget de l'Etat, pour les huit premiers mois de 2023, font ressortir une évolution des ressources de l'Etat de 7.5% contre 13.2% prévus par la Loi des Finances de 2023, s'expliquant par un rythme plus faible que prévu de l'évolution des recettes

fiscales (9% contre 14.3 % prévu) du fait notamment d'une augmentation faible de l'impôt indirect de 4.6% (droit de douane : + 4.3% et TVA : +2.1%).

Les recettes non fiscales ont augmenté de 59.6% 1 981 MD à fin août 2023 contre 1241 une année auparavant en relation avec l'augmentation de la redevance gaz de 68.4 %.

Les dépenses enregistrent une hausse de 4.0% % contre 6.7 % prévu. L'on note notamment une évolution des dépenses d'intervention de 2.2% et une augmentation des investissements de l'Etat de 8.2%.

En MD	8 mois 2022	8 mois 2023	variations (En %)	Rappel loi des finances	
				2023	
Ressources de l'Etat	34 3894	36 951	7.5	46 424.0	13.2
-dont :					
Recettes fiscales	22 834	24 896	9.0	40 536.0	14.3
Dépenses de l'Etat	27 099	28 187	4.0	53 921.0	6.7
-dont :					
Dépenses d'intervention	6 954	6 834	2.2	17 221.7	-4.0
Dépenses d'investissement	2 263	2 635	8.2	4 692.5	3.3
<b>Solde budgétaire hors privatisation</b>	<b>- 2 087</b>	<b>-1 001</b>		<b>- 8 507.2</b>	

Cette évolution des recettes et dépenses de l'Etat a entraîné une baisse du déficit budgétaire à 1 001 MD durant les huit premiers mois de 2023 contre 2 087 MD M durant la même période de 2022.

Son financement a été réalisé notamment grâce au recours aux crédits intérieurs qui ont totalisé 5191 MD durant les huit premiers mois de 2023 contre une enveloppe de 9593 MD prévue par la Loi des finances

Les crédits extérieurs se sont limités, en revanche à 3671 MD contre une prévision initiale de 14 368 MD reflétant les difficultés de mobilisation des ressources extérieures de financement.

L'augmentation des dépenses (4.0%) ne reflète pas toutefois la situation réelle de l'économie du pays, car plusieurs créanciers de l'État ne sont pas encore payés notamment au niveau de la compensation.

Par ailleurs l'évolution de la conjoncture mondiale et nationale a nécessité la révision de certains indicateurs tels que la croissance du PIB (0.9% contre 1.8%), le prix du pétrole (89 \$ le baril au lieu de 83 \$) et l'actualisation des recettes de l'Etat et des dépenses avec un écart de 3214 MD par rapport aux prévisions initiales se présentant comme suit :

Moins-value au niveau des recettes de 1 064 MD

Dépenses additionnelles de 2 150 MD en relation avec l'augmentation de compensation

De la sorte le déficit pour l'ensemble de l'année s'élèverait à 12 288 MD soit 7.7 du PIB comme en 2022 contre 8507 MD et 5.2% du PIB prévu par la Loi des Finances 2023

## 8. Le secteur monétaire et financier.

Les indicateurs monétaires, durant le premier semestre, sont marqués par le niveau de l'activité, et les contraintes au niveau du financement du budget de l'Etat résultant du retard dans la mobilisation des ressources extérieures de financement.

Ainsi les billets et monnaie en circulation progressent de 11.0%. Le refinancement de la BCT enregistre une augmentation de l'ordre de 15.7% qui est expliquée par un niveau limité de la liquidité dans le secteur bancaire, et ce en parallèle avec l'augmentation des emprunts bancaires de l'Etat sous forme des bons de trésor.

Les créances sur l'Etat sont marquées ainsi par une augmentation de l'encours des bons de trésor qui s'élève à 24 Milliards de dinars au 29 septembre 2023 avec une augmentation de 51.1% de l'encours des bons de trésor à court terme et une baisse de 2.1% de l'encours des bons de trésor assimilables.

MD	Billets	Refinancement	Bons de trésor	Devises	€/DT	\$/DT
30/03/2022	18 170	11 753	21969	23 553	3.1887	3.3328
30/03/2023	20 161	13 597	24 495	26 709	3.3518	3.1827
Evolution en %	11.0	15.7	11.5	13.4	5.1	-4.5

## Conclusion

Durant les neuf mois de 2023, une certaine détente est observée au niveau du solde courant de la balance des paiements et de l'équilibre du budget de l'Etat ainsi que quelques signes d'amélioration au niveau de l'évolution des déclarations d'investissement dans le secteur des industries manufacturières. Mais cela ne doit pas occulter la persistance de certaines difficultés dont notamment :

- La croissance s'inscrit sur un sentier faible qui s'explique certes par des facteurs conjoncturels, internes et externes, mais aussi par des facteurs structurels dont notamment la baisse de la croissance potentielle résultant du niveau faible de l'investissement et l'érosion de la classe moyenne en relation avec de l'augmentation excessive et continue du coût de la vie et la baisse du pouvoir d'achat.

L'enjeu majeur pour l'année 2024 et les années à venir demeure toujours la stimulation de l'investissement, principal moteur de la croissance et des créations d'emplois. Ceci requiert la mise en œuvre de grandes réformes dont notamment celle de l'administration, la restructuration des entreprises publiques et l'amélioration du climat politique et social pour rétablir la confiance et favoriser l'anticipation et améliorer l'attractivité du pays.

- L'augmentation du taux de chômage dont le niveau dépasse déjà celui de certains pays voisins dans le sud de la méditerranée, notamment parmi les jeunes et les diplômés du supérieur.
- Les difficultés de mobilisation des ressources extérieures de financement qui risquent de poser de sérieux problèmes au niveau de l'équilibre de la balance des paiements et du budget de l'Etat et au niveau du remboursement de la dette extérieur, surtout que la détente observée au niveau du budget de l'Etat et de la balance des paiements a plutôt un caractère temporaire.

**Mots clés : conjoncture économique Tunisie, Bulletin de conjoncture do 3<sup>e</sup> trimestre 2023**

